



Rapport de l'Exercice
Geschäftsbericht
Annual Report

1982/83

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg



Rapport de l'Exercice 1982/83

Geschäftsbericht für das Jahr 1982/83

Report for the Year 1982/83

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg

Société Anonyme



Siège social: 25, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Registre de Commerce Luxembourg No B 9164

Téléphone: 46 44 11

Télex: 2748 Service arbitrage

2772 Service crédits

Câble: deutschbanklux

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

Contents

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport du Commissaire	13
Bilan	14
Compte de Profits et Pertes	16

	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	17
Bericht des Prüfungskommissars	23
Bilanz	24
Gewinn- und Verlustrechnung	26

	Page
Report of the Board of Directors	27
Auditor's Report	32
Balance Sheet	34
Profit and Loss Account	36

**Membres
du Conseil d'Administration**

**Commissaire
de Surveillance**

Dr. Robert Ehret
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Président

Dr. Wilfried Guth
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Werner Blessing
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Richard Hacker
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué

Hans-Otto Thierbach
Administrateur
(jusqu'au 31 décembre 1983)

Dr. Klaus Mertin
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG

Direction

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué – Directeur Général

Kurt Geyer
Directeur Adjoint

Wolfgang Matthey
Directeur Adjoint

Wolfgang Ströher
Directeur Adjoint

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 1984 sur l'exercice 1982/83

Les problèmes de liquidité internationaux ont été endigués jusqu'à présent avec succès

Au cours de la période considérée, les activités sur les euromarchés sont restées sous l'influence d'une multitude de problèmes concernant les balances des paiements et le service de la dette. Outre quelques Etats d'Europe de l'Est, la crise d'endettement internationale touche entre-temps presque tous les pays d'Amérique latine ainsi qu'une série d'Etats africains. La région dynamique du tiers monde que constituent l'Extrême-Orient et le bassin du Pacifique a continué à faire preuve d'une stabilité remarquable, à l'exception toutefois des Philippines.

Au début de 1984, quelque 40 Etats éprouvant des difficultés de paiement avaient conclu ou essayé de conclure des accords de rééchelonnement de leurs dettes, dont 34 cas concernaient des crédits bancaires. Les pays rééchelonnant leurs dettes couvraient un peu plus de 50% des engagements à l'étranger de l'ensemble des pays non industrialisés, se chiffrant à un peu plus de 850 milliards de dollars US.

Grâce à la coopération souple des gouvernements et banques centrales ainsi que du Fonds Monétaire International (FMI) et des banques commerciales, il a été possible jusqu'à présent d'endiguer avec succès les nouveaux problèmes de liquidité surgissant dans d'importants pays débiteurs, sans affecter l'ensemble du système financier international. Au cours des dix premiers mois de 1983, les banques ont conclu des accords formels de rééchelonnement de dettes et de refinancement pour un montant supérieur à 60 milliards de dollars US. Durant la période considérée, elles ont en outre mis de nouveaux crédits à moyen et long terme (14 milliards de dollars US) à la disposition de dix pays rééchelonnant leurs dettes; à une seule exception près, il s'agissait de pays latino-américains en voie de développement ou au seuil de l'industrialisation. Dans un «second round», les intéressés se sont mis d'accord sur de nouveaux apports de «fresh money» à hauteur de 6,5 et 3,8 milliards de dollars US en faveur respectivement du Brésil et du Mexique qui sont les deux pays débiteurs les plus importants.

Le Fonds Monétaire International joue le rôle décisif sur le plan des mesures financières et économiques destinées à étayer les processus de consolidation qui s'imposent. Le FMI a ouvert en 1983 de nouveaux crédits à hauteur de 10,5 milliards de Droits de tirage spéciaux (= 11 milliards de dollars US) à des pays en développement souffrant d'une faiblesse de leur balance des paiements dans le cadre de conventions de «stand-by» et de facilités «d'accès élargi». Le fait qu'on ait réussi à accroître en temps opportun, vers la fin de l'année écoulée, les ressources du FMI grâce à une augmentation des quotas, à une extension des Accords généraux d'emprunts (AGE) et à un crédit spécial mis en place par des banques centrales occidentales et par l'Arabie Saoudite a eu une importance décisive pour l'évolution du marché.

Le processus d'adaptation soutenu par les programmes de stabilisation du FMI s'est amorcé dans presque tous les pays rééchelonnant leurs dettes et a fait en partie des progrès appréciables. Le Mexique, par exemple, a réalisé en 1983 un excédent de sa balance courante d'environ 5 milliards de dollars US, contre un déficit de 3 milliards de dollars l'année précédente; le Brésil de son côté a réduit de moitié le déficit de sa balance courante, le ramenant à 8 milliards de dollars US.

Si l'on veut progresser sur la voie menant à l'objectif visé – à savoir le rétablissement de la capacité d'emprunt des pays débiteurs sur le marché libre – une importance décisive revient, d'une part, à leurs propres efforts et, d'autre part, à l'environnement économique mondial. Le redressement progressif de la conjoncture mondiale émanant des Etats-Unis a amélioré en principe les chances de parvenir à l'accroissement indispensable des recettes d'exportation des pays débiteurs. Mais vu le niveau élevé des intérêts du dollar, une détente sensible se fait toujours attendre.

On note un large consensus sur le point suivant: même si les conditions sont relativement favorables pour l'économie mondiale, il faudra encore attendre assez longtemps avant de surmonter définitivement les problèmes internationaux de l'endettement. Nous ne parviendrons à résoudre cette tâche commune, si

possible sans aucune perturbation, sur la voie de l'adaptation et du financement dans laquelle nous nous sommes engagés qu'en poursuivant une coopération étroite et empreinte d'un esprit de responsabilité entre pays débiteurs, banques et bailleurs de fonds publics, à l'échelle nationale et internationale.

Attitude réservée quant aux opérations bancaires internationales

Les créances sur l'étranger des établissements de crédit européens, nord-américains et japonais ainsi que des implantations off-shore des banques des Etats-Unis s'élevaient à la fin septembre 1983, selon les indications de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), à 1.707 milliards de dollars US (y compris les concours interbancaires). Par rapport à fin septembre 1982, on constate donc une progression de 5,3% seulement, en termes corrigés des variations des cours de change, contre 17,4% pour les douze mois précédents.

Ces chiffres traduisent l'attitude réservée des banques réagissant ainsi – de manière différenciée selon les régions – aux risques accrus se faisant sentir sur les marchés. Les banques européennes ont, dans l'ensemble, étendu leurs créances sur l'étranger dans des proportions inférieures à la moyenne et se sont limitées pour l'essentiel aux financements à l'exportation. Notamment les établissements de crédit allemands (y compris leurs filiales à l'étranger) se sont montrés réservés quant aux opérations de crédit internationales, vu l'obligation de consolidation des bilans prévue prochainement. Les banques japonaises, par contre, ont accru leurs créances sur l'étranger de 16%, tandis que les établissements de crédit américains ont enregistré une progression de près de 10%. Une grande partie de cette expansion est imputable à la substitution de crédits des implantations off-shore de banques américaines par des «international banking facilities», dont le volume s'est gonflé, de septembre 1982 à septembre 1983, d'environ 25%.

Les liquidités sont assurées

Par suite des taux d'expansion en baisse dans les opérations de crédit internationales, les besoins de refinancement de l'euromarché n'ont également connu qu'un accroissement modeste. Les établissements de crédit se sont montrés réservés sur le plan des opérations interbancaires, et on a observé une plus grande différenciation entre les diverses signatures. La liquidité du marché a néanmoins été assurée, mais l'origine des fonds a connu des changements structurels.

Etant donné que leurs revenus pétroliers ont continué à baisser, les pays de l'OPEP ont réduit, durant les douze mois jusqu'à fin septembre 1983, leurs dépôts bancaires de 15% en termes corrigés des variations des cours de change. Ces pays ne couvraient plus que 7% des ressources du marché, soit presque moitié moins qu'en 1980. Depuis le printemps 1983, les banques américaines ont retiré à l'euromarché, en termes nets, des liquidités pour plus de 10 milliards de dollars US, après lui avoir régulièrement fourni des ressources considérables au cours de chacune des trois années précédentes. De plus en plus, ces dépôts ont été remplacés par des capitaux d'investisseurs des pays industriels et, ces derniers temps, aussi par des dépôts de pays en développement non exportateurs de pétrole qui ont recommencé à étoffer leurs réserves en baisse jusque-là.

Le poids des principales devises de l'euromarché n'a pas changé de façon notable durant la période considérée, le dollar US tenant comme toujours la vedette. Fin septembre 1983, il couvrait, comme un an auparavant, environ 78% des dépôts en devises des banques recensées par la BRI; les quotes-parts du DM et du franc suisse se sont maintenues à 9% et 5% respectivement.

Le marché des eurocrédits est scindé en deux

Le volume des eurocrédits à moyen et long terme octroyés en 1983 s'est établi à 74 milliards de dollars US, soit près d'un quart de moins que l'année précé-

dente. Les fonds recueillis dans le cadre d'émissions d'emprunts internationaux ont augmenté simultanément de 2%, passant à 77 milliards de dollars US. Durant l'année écoulée, les capitaux mobilisés par le biais du marché financier international ont donc de nouveau dépassé – pour la première fois depuis 1977 – le volume des concours de l'euromarché des crédits.

Les emprunteurs ont donné avant tout la préférence aux «floating rate notes» (FRN) en tant qu'alternative aux eurocrédits, étant donné qu'elles sont en général dotées de conditions plus favorables. Pour les banques, un investissement en FRN est intéressant, car il s'agit là de titres fongibles assurant un rendement plus élevé que les simples opérations de trésorerie. Par ailleurs, les banques opérant à l'échelle internationale ont aussi accru l'an dernier leurs propres émissions de FRN pour améliorer leur structure de refinancement.

Sur le marché des eurocrédits, 20% environ des nouveaux concours ont été en 1983 des crédits «involontaires» accordés dans le cadre de mesures complexes de rééchelonnement de dettes. Dans les secteurs traditionnels du marché, les bonnes signatures ont été vivement convoitées, avant tout les emprunteurs des pays industriels. Les crédits contractés par cette catégorie de pays ont diminué de 24% en 1983 par rapport à l'année précédente et sont tombés à 42 milliards de dollars US; leur part du marché (58%) est restée inchangée. Cette évolution résulte des besoins réduits de crédits – entre autres pour les financements de balances des paiements en Europe – ainsi que du fait que les nouveaux concours proviennent de plus en plus de l'euromarché des capitaux.

Les pays en développement non membres de l'OPEP, qui ont obtenu en 1983 des crédits pour 24 milliards de dollars US, ont maintenu leur part d'un tiers du marché. Si l'on fait toutefois abstraction des crédits de «fresh money» de près de 14 milliards de dollars US mis à la disposition de pays rééchelonnant leurs dettes, la quote-part de cette catégorie de pays représente moins d'un cinquième du volume régulier de ce marché. La majeure partie des crédits octroyés «volontairement» aux pays en développement ont profité

aux régions de croissance relativement stables que constituent l'Extrême-Orient et le bassin du Pacifique. C'est ainsi que la Corée du Sud et la Malaisie, par exemple, ont continué à contracter de gros crédits sur les marchés.

En 1983, les pays dont l'économie est dirigée par l'Etat ont également connu plus de difficultés d'accès au marché; ils ont obtenu des eurocrédits pour 1 milliard de dollars US. Comme alternative, ces pays ont souvent conclu des conventions de crédit bilatérales, pour la plupart strictement liées aux opérations commerciales. Seules la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont eu recours à des eurocrédits syndiqués.

Les marges se sont resserrées ces derniers temps

La marge moyenne de l'ensemble des eurocrédits à moyen et long terme octroyés de janvier à octobre 1983 a été avec 1,22%, nettement supérieure à celle de l'année 1982 tout entière (0,76%); il faut préciser à ce sujet que l'éventail des marges a varié entre plus de 2% pour de nouveaux crédits à des pays du tiers monde ayant besoin de soutien et 3% – et même moins parfois – pour les concours aux débiteurs des pays industriels. Depuis l'automne 1983, le niveau des conditions s'est trouvé comprimé, aussi bien en raison des concessions faites sur le plan des marges aux pays rééchelonnant leurs dettes que de la concurrence renforcée sur le marché plus étroit des signatures considérées comme bonnes. La durée moyenne des eurocrédits nouvellement octroyés s'est raccourcie, revenant de près de 8 ans en 1982 à tout juste 7 ans en 1983.

Niveau élevé des intérêts sur les euromarchés

Le processus de baisse des intérêts, qui s'était amorcé dès le milieu de 1982 sur le marché de l'euro-dollar, s'est tari durant l'année écoulée; après avoir atteint, avec 8,6% en mai 1983, son niveau le plus bas de l'année, le taux des dépôts à trois mois est remonté, avec quelques fluctuations, à environ 10% en décem-

bre. L'évolution a été en principe comparable, à un niveau plus bas, pour les taux de l'euro-DM à trois mois qui sont passés à environ 6% en fin d'année. Les intérêts de l'euro-franc suisse sont par contre tout d'abord montés à un peu plus de 5% au milieu de l'année pour retomber ensuite à près de 4% en décembre 1983.

Le dollar maintient sa forte position

Durant la période considérée, la situation sur les marchés des changes a été caractérisée par d'importantes fluctuations de cours. Grâce à une reprise conjoncturelle appréciable, à de faibles taux d'inflation et à des intérêts toujours élevés aux Etats-Unis, mais aussi sous l'influence de facteurs politiques et psychologiques, le dollar US a continué à se raffermir en 1983 vis-à-vis des monnaies européennes. Par rapport au DM, la devise américaine a atteint à la mi-décembre un cours de 2,77 DM, soit son niveau le plus élevé depuis dix ans. Le DM a également perdu de sa valeur, dans le courant de l'année écoulée, vis-à-vis du dollar canadien, du yen japonais et du franc suisse, malgré l'évolution globalement favorable des données fondamentales de l'économie allemande.

Au sein du Système Monétaire Européen (SME), les cours pivots bilatéraux du DM ont été relevés le 21 mars 1983 de 5,5% en moyenne. Les cours du DM pratiqués sur les marchés à l'intérieur du SME sont montés depuis la fin de l'été, et à la fin de 1983 ils ont dépassé de 4,7% en moyenne leur niveau de fin 1982.

Luxembourg reste le centre du marché de l'euro-DM

Vu les risques accrus dans les opérations internationales, l'expansion du crédit est restée modérée également sur la place de Luxembourg. De fin septembre 1982 à fin septembre 1983, les banques implantées ici ont accru de 5% leurs créances en devises sur l'étranger – calculées sur la base de cours de change constants – et les ont portées à un peu plus de 86 mil-

liards de dollars US. Luxembourg a ainsi maintenu sa quote-part d'environ 10% de l'ensemble des opérations en devises traitées en Europe ainsi que son troisième rang après Londres et Paris. Fin 1983, la place de Luxembourg comptait 114 banques (contre 115 à la fin de 1982).

Luxembourg reste le centre du marché de l'euro-DM. Trente établissements allemands couvrent un peu plus de 50% du total des bilans cumulés de cette place bancaire. Le DM a un poids plus que proportionnel, tant sur le plan des opérations d'actif que de passif. Au milieu de 1983, environ 11% des créances en devises saisies dans les statistiques mondiales étaient libellées en DM; dans le Grand-Duché, par contre, la quote-part du DM était d'un peu plus de 42%. Au passif, les quotes-parts correspondantes étaient de 9% et de près de 31%.

Au milieu de 1983, le dollar US couvrait sur la place de Luxembourg environ 40% des opérations d'actif et presque 53% des opérations de passif, contre un peu plus de 75% et 78% à l'échelle mondiale.

Développement des activités de notre banque

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 août 1983, l'exercice social, allant jusqu'à présent du 1er octobre au 30 septembre, coïncide désormais avec l'année civile. La période comptable 1982/83, commencée le 1er octobre 1982, s'est par conséquent clôturée le 31 décembre 1983.

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons continué à développer les activités de notre banque. Le total du bilan a progressé de 9,6% pour passer de 503 milliards de Flux (24,2 milliards de DM) à 551 milliards de Flux (26,5 milliards de DM); l'accroissement résulte toutefois en majeure partie de la variation du cours du dollar US.

La mission de notre banque est restée inchangée. Conformément à notre rôle qui consiste à compléter les activités de notre maison mère, nous traitons essentiellement les opérations suivantes:

- montage d'eurocrédits,
- mise en place de moyens de financement à des conditions compétitives à l'échelle internationale,
- opérations sur eurodépôts sur le marché interbancaire,
- opérations sur titres ainsi que vente de certificats-or.

Dans le secteur des opérations avec la clientèle de particuliers, notre banque n'exerce pas d'activité directe; elle détient 25% du capital de la Banque de Luxembourg S.A. et peut ainsi apporter son concours à la clientèle de particuliers pour la gestion de son patrimoine à Luxembourg.

Un volume accru des opérations de crédit et une collecte optimisée de ressources grâce à l'émission d'emprunts liés à des accords de swap ont été les éléments marquants du bilan. Le compte de profits et pertes 1982/83 a été caractérisé – même rapporté à une période de douze mois – par un nouvel accroissement du résultat d'exploitation; notre banque a de nouveau utilisé ce résultat pour parer largement aux risques inhérents aux opérations de crédit internationales.

L'expansion de nos affaires, enregistrée au cours de l'exercice sous revue, concerne de nouveau le secteur du crédit. L'encours global de nos crédits a atteint 459 milliards de Flux (22,1 milliards de DM), marquant une progression de 16,1%; cet encours représente désormais 83% des opérations d'actif. L'accroissement des concours aux banques a été le facteur déterminant de cette évolution. Les utilisations de la part de la clientèle ont, par contre, légèrement fléchi dans le court terme, ce qui s'explique cependant par la nouvelle date de référence. Avec un montant de 262 milliards de Flux (12,6 milliards de DM), les «Débiteurs divers» continuent néanmoins à occuper le premier rang parmi notre encours de crédits. Les prêts d'une durée de quatre ans et plus représentent près de la moitié de ce volume.

Compte tenu des risques que l'on connaît, notre banque a poursuivi sa politique sélective et réservée dans le secteur des crédits syndiqués internationaux. En effet, nous nous sommes concentrés ici pour l'es-

sentiel sur le financement d'exportations allemandes et, de plus en plus, sur les financements de projets. Dans l'intérêt d'une stabilisation des marchés financiers internationaux, nous avons participé à des crédits de rééchelonnement et de «fresh money».

Les opérations sur eurodépôts traitées sur le marché interbancaire constituent traditionnellement un secteur important de nos opérations d'actif. Dans l'ensemble, les arbitrages des banques opérant sur ce marché ont connu un fléchissement au cours de l'exercice écoulé. Compte tenu de cette tendance, nous avons réduit d'un quart environ le volume de nos placements auprès de banques pour le ramener à 64 milliards de Flux (3,1 milliards de DM).

Le poste «Portefeuille-titres», qui figure au bilan pour 9,9 milliards de Flux (479 millions de DM), se compose d'un volume à peu près égal d'obligations, notamment d'émetteurs publics, et de l'encaisse métallique constituée en couverture de nos certificats-or.

Le portefeuille de nos participations n'a connu aucun changement notable. Il représente essentiellement notre part de 25% dans la Banque de Luxembourg S.A. (au capital de 650 millions de Flux). Pour 1983 également, cette banque a fait état d'une excellente marche des affaires.

Le poste «Divers» englobe, tout comme sa contrepartie au passif, les intérêts à recevoir et les intérêts dus à la date de clôture du bilan. Conformément aux nouvelles règles de présentation des bilans, ces postes comprennent les comptes fiduciaires d'un montant de 2,5 milliards de Flux (119 millions de DM).

La collecte des ressources reflète encore plus que pendant l'exercice précédent notre objectif stratégique qui consiste à limiter le risque d'assèchement du marché lié aux opérations de crédit roll-over en recueillant des capitaux à long terme. Par le lancement de trois nouveaux emprunts (par l'intermédiaire de la Deutsche Bank Finance N.V. à Curaçao), garantis par notre banque et totalisant 410 millions de dollars US, ainsi que par deux émissions de notes d'un volume global de 300 millions de francs suisses, nous nous sommes procuré des capitaux à long terme et, dans le cadre d'accords de swap, des capitaux à taux d'intérêt

variables et avantageux. De plus, nous avons émis en mai 1983 un emprunt à warrants d'un volume global d'environ 510 millions de DM comprenant une tranche DM et une tranche dollars US.

Parmi l'ensemble des dépôts, les capitaux disponibles à moyen et long terme ont gagné en importance, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut. Les obligations assorties de durées de quatre ans et plus figurent au bilan pour 27,6 milliards de Flux (1,3 milliard de DM), soit plus du double qu'à la fin de l'exercice précédent. Les dépôts de la clientèle ont par contre régressé pour revenir en dessous du seuil de 40 milliards de Flux (2 milliards de DM) atteint l'année précédente. Les engagements de livraison compris dans ce poste et découlant des certificats-or nominatifs placés par notre banque s'élevaient à une contre-valeur de 4,8 milliards de Flux (231 millions de DM), contre 2,9 milliards de Flux (138 millions de DM) au 30-9-1982.

En raison de la durée inégale des deux derniers exercices, le compte de profits et pertes de 1982/83 n'est pas comparable, tel qu'il figure dans le présent rapport, avec celui de l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation 1982/83 rapporté à une période de douze mois confirme la continuité du développement satisfaisant des comptes de résultats. Le bénéfice, qui a encore progressé par rapport aux exercices précédent

dents, a surtout été influencé positivement par les coûts de refinancement plus favorables. De ce fait, notre banque a encore pu prendre d'amples mesures de prévoyance contre les risques afin de tenir compte, de manière particulièrement prudente, des risques accrus des opérations de crédit internationales; ce faisant, nous avons appliqué des coefficients de risque valables pour l'ensemble des sociétés consolidées du Groupe Deutsche Bank. Le bilan s'est clôturé sur un résultat équilibré.

Cette année également, nous avons renoncé à étoffer les réserves déclarées, étant donné que notre couverture en capitaux propres a toujours été suffisante. Le coefficient de capital prescrit au Luxembourg englobe aussi, sous certaines conditions, les emprunts subordonnés. Fin 1983, le capital souscrit et libéré ainsi que les réserves déclarées s'élevaient à 8.256 millions de Flux (397 millions de DM).

Au 31-12-1983, notre banque comptait 67 collaborateurs. Nous tenons à leur exprimer tous nos remerciements et notre reconnaissance pour le dynamisme dont ils ont fait preuve au cours de l'exercice écoulé.

Monsieur Hans-Otto Thierbach a quitté au 31 décembre 1983 le Conseil d'Administration dont il était membre depuis sa constitution. Le Conseil d'Administration le remercie de son concours.

Luxembourg, le 10 avril 1984

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport du Commissaire à l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 1984

L'exercice social de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, qui se clôturait jusqu'à présent au 30-9 d'une année, coïncide désormais avec l'année civile à la suite d'une décision prise le 26-8-1983 par une Assemblée Générale Extraordinaire. Les comptes de l'exercice 1982/83 englobent donc la période du 1-10-1982 au 31-12-1983.

Au cours de l'exercice écoulé, j'ai usé de mon droit de contrôler et de vérifier l'activité globale de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg et, conformément aux articles 25 et 29 des statuts de la société, j'ai fait examiner par la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG les comptes de fin d'exercice au 31-12-1983 qui m'ont été présentés par le Conseil d'Administration de la société.

Sur la base du rapport qui m'a été remis par ladite société de vérification, je constate que les comptes de fin d'exercice sont en conformité avec les écritures comptables de la société et les dispositions légales; la situation financière et le résultat au 31-12-1983 ont été présentés en conformité avec les principes comptables généralement admis.

En conséquence, je vous propose d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31-12-1983 tels qu'ils vous ont été présentés.

Luxembourg, le 10 avril 1984

LE COMMISSAIRE

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Actif

	Francs	Francs	30-9-1982 en 1000 LF
Disponible et réalisable			
Disponibilités:			
caisse, chèques postaux, banques centrales	836.314.632		199.474
avoirs en banque à vue*)	<u>28.145.968.166</u>		48.187.729
		28.982.282.798	48.387.203
Avoirs en banque à terme		229.833.726.530	166.871.981
Portefeuille-effets		2.618.135.748	722.335
Débiteurs divers		261.645.689.652	264.162.159
Portefeuille-titres:			
fonds publics étrangers	3.728.135.192		4.610.208
autres valeurs à revenu fixe	1.425.372.104		2.299.740
autres valeurs à revenu variable	<u>4.796.201.413</u>		2.873.867
		9.949.708.709	9.783.815
Divers		17.530.888.667	12.407.301
Immobilisé			
Participations		216.481.072	214.659
Immeubles	78.293.500		78.294
moins amortissements	<u>4.392.745</u>		1.255
= immobilisations nettes		73.900.755	77.039
Matériel, mobilier et autres valeurs immobilisées		12.848.704	14.539
		550.863.662.635	502.641.031

*) y compris échéances jusqu'à 1 mois

Bilan au 31 décembre 1983

Passif

	Francs	Francs	30-9-1982 en 1000 LF
Exigible			
Engagements envers les banques à vue*)		170.620.639.082	190.289.862
Engagements envers les banques à terme		260.093.684.045	216.202.301
Dépôts et comptes courants:			
à vue*)	30.593.109.874		21.640.278
à terme	<u>7.234.512.196</u>		18.985.988
Obligations		37.827.622.070	40.626.266
Créanciers divers		27.579.335.700	12.467.000
Divers		1.862.222	3.910
		14.097.565.661	11.858.802
Capital emprunté			
Titres de créance subordonnés		9.051.049.600	8.188.000
Non exigible			
Capital souscrit et libéré	2.850.000.000		2.850.000
Réserve légale	285.000.000		285.000
Réerves indisponibles	1.165.000.000		1.165.000
Réerves libres	<u>3.956.000.000</u>		3.956.000
Provisions		8.256.000.000	8.256.000
		23.335.904.255	14.748.890
		<u>550.863.662.635</u>	<u>502.641.031</u>
Comptes d'ordre			
Lignes de crédit et crédits confirmés		44.452.094.764	61.247.338
Garanties données pour compte propre et pour compte de tiers		57.851.382.163	29.874.143

Compte de Profits et Pertes

pour la période du 1er octobre 1982 au 31 décembre 1983

(par comparaison à la période du 1er octobre 1981 au 30 septembre 1982)

	Francs	Francs	30-9-1982 en 1000 LF
Débit			
Intérêts et commissions		46.763.565.581	53.393.312
Frais généraux:			
personnel et organes	158.840.353		106.994
impôts, taxes et redevances	162.967.656		691.051
frais d'exploitation	<u>66.916.143</u>		54.585
		388.724.152	852.630
Provisions		8.997.992.837	7.205.236
Amortissements		7.894.768	4.911
Divers		191.687.166	160.849
<hr/>		<hr/>	<hr/>
		56.349.864.504	61.616.938
<hr/> Crédit			
Intérêts et commissions		52.827.341.981	57.043.053
Revenus divers		3.112.970.659	4.398.115
Virements des comptes de provisions		409.551.864	—
Revenus extraordinaires		—	175.770
<hr/>		<hr/>	<hr/>
		56.349.864.504	61.616.938
<hr/>			

Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 16. April 1984 über das Geschäftsjahr 1982/83

Internationale Liquiditätsprobleme bisher erfolgreich eingedämmt

Das Geschehen an den Euromärkten stand im Berichtsjahr weiterhin unter dem Einfluß verbreiteter Zahlungsbilanz- und Schuldendienstprobleme. Neben einigen osteuropäischen Staaten sind inzwischen fast alle lateinamerikanischen Länder sowie eine Reihe afrikanischer Staaten von der internationalen Schuldenkrise betroffen. Die dynamische asiatisch-pazifische Region der Dritten Welt blieb – mit der wichtigen Ausnahme der Philippinen – erfreulich stabil.

Anfang 1984 hatten rund 40 Staaten mit Zahlungsschwierigkeiten Umschuldungen vereinbart oder angestrebt; in 34 Fällen waren Bankkredite berührt. Auf die Umschuldungsländer entfielen gut 50% der Auslandsverbindlichkeiten sämtlicher Nicht-Industrieländer in Höhe von gut 850 Mrd. US-Dollar.

Dank des flexiblen Zusammenwirkens der Regierungen und Notenbanken, des Internationalen Währungsfonds (IWF) und der Geschäftsbanken konnten neu aufbrechende Liquiditätsprobleme großer Schuldnerländer ohne störende Auswirkungen auf das gesamte internationale Finanzsystem bisher erfolgreich eingedämmt werden. Die Banken haben in den ersten zehn Monaten 1983 formelle Umschuldungs- und Refinanzierungsvereinbarungen über einen Betrag von mehr als 60 Mrd. US-Dollar abgeschlossen. Daneben haben sie im Berichtsjahr zehn Umschuldungsländern – mit einer Ausnahme Schwellen- und Entwicklungsländer in Lateinamerika – längerfristige Neukredite in Höhe von 14 Mrd. US-Dollar zur Verfügung gestellt. Für die beiden größten Schuldnerländer Brasilien und Mexiko wurden bereits in einer „zweiten Runde“ weitere „fresh money“-Beträge von 6,5 bzw. 3,8 Mrd. US-Dollar vereinbart.

Der Internationale Währungsfonds spielt bei der finanziellen und wirtschaftspolitischen Absicherung der notwendigen Konsolidierungsprozesse die führende Rolle. Er hat zahlungsbilanzschwachen Entwicklungsländern 1983 im Rahmen von Bereitschafts- und „erweiterten“ Kreditabkommen Mittel im Betrag von

10,5 Mrd. Sonderziehungsrechten (= 11 Mrd. US-Dollar) neu zugesagt. Für das Marktverhalten war von entscheidender Bedeutung, daß die weitere Refinanzierung des IWF durch eine Quotenerhöhung, eine Ausweitung der Allgemeinen Kreditvereinbarungen (AKV) sowie einen Sonderkredit von westlichen Notenbanken und Saudi-Arabien noch rechtzeitig gegen Ende des Berichtsjahres gesichert werden konnte.

In den Umschuldungsländern ist der Anpassungsprozeß mit Hilfe der Stabilisierungsprogramme des IWF fast überall in Gang gekommen und zeigt zum Teil beachtliche Fortschritte. So erzielte z. B. Mexiko 1983 einen Leistungsbilanzüberschuß von rund 5 Mrd. US-Dollar nach einem Defizit von 3 Mrd. US-Dollar im Vorjahr, während Brasilien seinen Leistungsbilanzfehlbetrag auf 8 Mrd. US-Dollar halbiert hatte.

Für weitere Fortschritte in Richtung auf das angestrebte Ziel – die Wiederherstellung der Kreditfähigkeit der Schuldnerländer im freien Markt – ist neben ihren eigenen Anstrengungen das weltwirtschaftliche Umfeld von maßgeblicher Bedeutung. Die von den USA ausgehende zunehmende Kräftigung der Weltkonjunktur hat die Chancen für die notwendige Erhöhung der Exporterlöse der Schuldnerländer grundsätzlich verbessert. Bei den hohen Dollarzinsen blieb jedoch eine spürbare Entschärfung bisher aus.

Es herrscht weitgehende Übereinstimmung darüber, daß auch unter relativ günstigen weltwirtschaftlichen Bedingungen bis zur endgültigen Überwindung der internationalen Schuldenprobleme noch geraume Zeit verstreichen wird. Eine möglichst störungsfreie Lösung dieser Gemeinschaftsaufgabe auf dem eingeschlagenen Weg der Anpassung und Finanzierung wird sich nur durch weiterhin enge, verantwortungsbewußte Zusammenarbeit der Schuldnerländer, Banken und öffentlichen Kreditgeber auf nationaler und internationaler Ebene verwirklichen lassen.

Zurückhaltung im internationalen Bankgeschäft

Die Auslandsforderungen der Kreditinstitute in Europa, Nordamerika und Japan sowie der Offshore-Niederlassungen der US-Banken beliefen sich Ende

September 1983 nach Berichten der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) auf 1.707 Mrd. US-Dollar (einschließlich Interbankausleihungen). Das bedeutet gegenüber Ende September 1982 wechselseitig einen Anstieg von lediglich 5,3% nach 17,4% im vorangegangenen Zwölfmonatszeitraum.

In diesen Zahlen spiegelt sich die Zurückhaltung wieder, mit der die Banken – regional differenziert – auf die verschärzte Risikosituation an den Märkten reagiert haben. Europäische Banken erhöhten ihre Auslandsengagements insgesamt unterdurchschnittlich und beschränkten sich im wesentlichen auf Exportfinanzierungen. Insbesondere die deutschen Institute (einschließlich ihrer Auslandstöchter) hielten sich in Anbetracht der bevorstehenden Bilanz-Konsolidierungspflicht in ihrem internationalen Kreditgeschäft zurück. Dagegen steigerten die japanischen Banken ihre Auslandsforderungen um 16%, während die amerikanischen Institute einen Zuwachs um knapp 10% verzeichneten. Ein Gutteil der Zunahme stammt aus Umbuchungen von Krediten der Offshore-Niederlassungen amerikanischer Banken auf die International Banking Facilities, deren Volumen sich von September 1982 bis September 1983 um rund 25% erhöhte.

Liquiditätsversorgung gesichert

Angesichts niedrigerer Zuwachsraten im internationalen Kreditgeschäft erhöhte sich auch der Refinanzierungsbedarf des Euromarktes nur noch geringfügig. Die Kreditinstitute hielten sich im Interbankengeschäft zurück; es wurde stärker zwischen einzelnen Adressen differenziert. Die Liquiditätsversorgung des Marktes war gleichwohl gewährleistet; allerdings änderte sich die Herkunft der Mittel strukturell.

Wegen ihrer anhaltend rückläufigen Ölneinnahmen bauten die OPEC-Staaten ihre Bankeinlagen in den zwölf Monaten bis Ende September 1983 wechselseitig um 15% ab. Ihr Anteil an der Mittelversorgung des Marktes betrug nur noch 7% und hat sich damit seit Ende 1980 nahezu halbiert. Die US-amerika-

nischen Banken haben seit dem Frühjahr 1983 dem Euromarkt per saldo einen zweistelligen Milliardenbetrag in US-Dollar entzogen, nachdem sie ihm in den vorangegangenen drei Jahren jeweils beträchtliche Liquidität zugeführt hatten. An die Stelle dieser Einlagen traten zunehmend Mittel von Anlegern aus Industrieländern, neuerdings auch Depositen von nichtölexportierenden Entwicklungsländern, die ihre vordem rückläufigen Reserven wieder aufzufüllen begannen.

Unter den Haupt-Eurowährungen gab es während der Berichtszeit keine nennenswerten Gewichtsverschiebungen. Der US-Dollar spielte nach wie vor die Hauptrolle. Sein Anteil an den Fremdwährungseinlagen der von der BIZ erfaßten Banken betrug Ende September 1983 wie schon vor Jahresfrist rund 78%; auf D-Mark entfielen weiterhin 9%, auf Schweizer Franken 5%.

Zweigeteilter Eurokreditmarkt

Das Volumen der 1983 herausgelegten mittel- und langfristigen Eurokredite blieb mit 74 Mrd. US-Dollar um annähernd ein Viertel unter dem Vorjahresergebnis. Gleichzeitig stieg das Aufkommen aus internationalen Anleiheemissionen um 2% auf 77 Mrd. US-Dollar. Es wurden somit im Berichtsjahr – erstmals wieder seit 1977 – mehr Mittel über den internationalen Kapitalmarkt mobilisiert als über den Eurokreditmarkt.

Insbesondere Floating-Rate-Notes (FRN) wurden als Alternative zu Eurokrediten von den Schuldner bevorzugt, da sie in der Regel mit günstigeren Konditionen ausgestattet sind. Für die Banken ist eine Anlage in FRN interessant, weil es sich um fungible Titel handelt, die eine höhere Rendite erbringen als reine Geldgeschäfte. Außerdem haben international tätige Banken zur Verbesserung ihrer Refinanzierungsstruktur im Berichtsjahr auch selbst verstärkt FRN aufgelegt.

Am Eurokreditmarkt entfielen 1983 rund 20% der Neuausleihungen auf „unfreiwillige“ Kredite im Rahmen von Umschuldungspaketen. Im regulären Markt-bereich herrschte ein lebhafter Wettbewerb um gute

Adressen. Vor allem Schuldner aus Industrieländern waren stark umworben. Die Kreditaufnahme dieser Ländergruppe verminderte sich 1983 gegenüber dem Vorjahr um 24% auf 42 Mrd. US-Dollar; ihr Marktanteil blieb mit 58% unverändert. Zu dieser Entwicklung hat ein abgeschwächter Kreditbedarf – u. a. für Zahlungsbilanzfinanzierungen in Europa – ebenso beigetragen wie die zunehmende Verlagerung der Neuverschuldung auf den Eurokapitalmarkt.

Die nicht der OPEC angehörenden Entwicklungsländer, denen 1983 Kreditmittel in Höhe von 24 Mrd. US-Dollar zuflossen, haben ihren Marktanteil von einem Drittel gehalten. Klammt man allerdings die für Umschuldungsländer bereitgestellten „fresh money“-Kredite von knapp 14 Mrd. US-Dollar aus, belief sich die Quote dieser Ländergruppe am regulären Marktaufkommen auf weniger als ein Fünftel. Der überwiegende Teil der „freiwilligen“ Kredite an Entwicklungsländer floß in die relativ stabile asiatisch-pazifische Wachstumsregion. So konnten beispielsweise Südkorea und Malaysia weiterhin Großkredite an den Märkten aufnehmen.

Die Staatshandelsländer hatten auch 1983 einen erschwerten Zugang zum Markt; sie waren mit 1 Mrd. US-Dollar am Eurokreditaufkommen beteiligt. Diese Länder wichen häufig auf bilaterale – meist streng handelsbezogene – Kreditvereinbarungen aus. Lediglich Ungarn und die Tschechoslowakei nahmen Eurokonsortialkredite auf.

Margen zuletzt geringer

Die Durchschnittsmarge aller von Januar bis Oktober 1983 abgeschlossenen längerfristigen Eurokredite lag mit 1,22% deutlich über dem entsprechenden Satz im Gesamtjahr 1982 (0,76%); dabei reichte der Margenfächter von über 2% für Neukredite zugunsten stützungsbedürftiger Länder der Dritten Welt bis zu 3% und vereinzelt weniger für Ausleihungen an Schuldner aus dem Bereich der Industrieländer. Seit Herbst 1983 ist das Konditionenniveau unter Druck geraten. Dazu haben sowohl Margenzugeständnisse an Umschul-

dungsländer als auch ein verschärfter Wettbewerb im enger gewordenen Markt für gut beurteilte Adressen beigetragen. Die Durchschnittslaufzeit der neuen Eurokredite verkürzte sich von fast 8 Jahren in 1982 auf knapp 7 Jahre in 1983.

Eurozinsen auf hohem Niveau

Der Mitte 1982 in Gang gekommene Zinssenkungsprozeß am Eurodollarmarkt lief im Berichtsjahr aus; nachdem der Satz für Dreimonatsdepositen im Mai 1983 einen Jahrestiefstand von 8,6% erreicht hatte, erhöhte er sich bis Dezember unter Schwankungen auf rund 10%. Ähnlich verlief auf niedrigerem Niveau die Grundtendenz bei den Dreimonatssätzen für Euro-D-Mark, die bis zum Jahresende auf rund 6% anzogen. Die Eurozinsen des Schweizer Franken stiegen hingegen zunächst – auf gut 5% bis zur Jahresmitte – an und gingen dann bis Dezember 1983 auf knapp 4% zurück.

Anhaltende Dollarstärke

Die Situation an den Devisenmärkten war im Berichtszeitraum durch erhebliche Wechselkursbewegungen gekennzeichnet. Angesichts einer zügigen Konjunkturerholung, niedriger Inflationsraten und anhaltend hoher Zinsen in den USA, aber auch aufgrund politisch-psychologischer Faktoren hat sich der US-Dollar in Relation zu den europäischen Valutaten 1983 weiter befestigt. Gegenüber der D-Mark erreichte die US-Währung Mitte Dezember mit 2,77 DM den höchsten Stand seit zehn Jahren. Auch im Verhältnis zum kanadischen Dollar, dem japanischen Yen und dem Schweizer Franken hat die D-Mark trotz insgesamt günstiger Entwicklung der fundamentalen deutschen Wirtschaftsdaten im Berichtsjahr an Wert verloren.

Im Europäischen Währungssystem (EWS) wurden die bilateralen Leitkurse der D-Mark am 21. März 1983 im Schnitt um 5,5% angehoben. Die DM-Marktkurse innerhalb des Währungsverbundes sind seit dem

Spätsommer gestiegen und wurden Ende 1983 um durchschnittlich 4,7% höher notiert als vor Jahresfrist.

Luxemburg weiterhin Zentrum der Euro-D-Mark

Angesichts der verschärften Risikosituation im internationalen Geschäft blieb die Kreditexpansion auch am Bankenplatz Luxemburg gedämpft. Die hier niedergelassenen Banken erhöhten ihre Auslandsforderungen in Fremdwährung von Ende September 1982 bis Ende September 1983 – zu konstanten Wechselkursen gerechnet – um 5% auf gut 86 Mrd. US-Dollar. Der Anteil von rund 10% am gesamten europäischen Fremdwährungsgeschäft und Rang drei – nach London und Paris – konnten damit behauptet werden. Ende 1983 waren 114 Banken am Platz ansässig (Ende 1982 115 Institute).

Luxemburg kann unverändert als das Zentrum für die Euro-D-Mark bezeichnet werden. Gut 50% der Bilanzsumme des Bankenplatzes entfallen auf 30 deutsche Institute. Die D-Mark hat sowohl im Aktiv- als auch im Passivgeschäft ein überproportional hohes Gewicht. Während zur Jahresmitte 1983 rund 11% der weltweit statistisch erfaßten Fremdwährungsforderungen auf D-Mark lauteten, waren es im Großherzogtum gut 42%. Für die Passiva beliefen sich die entsprechenden Quoten auf 9% und knapp 31%.

Der Marktanteil des US-Dollar betrug Mitte 1983 am Luxemburger Platz rund 40% im Aktivgeschäft und knapp 53% im Passivgeschäft gegenüber weltweit gut 75% beziehungsweise 78%.

Geschäftsentwicklung unserer Bank

Das Geschäftsjahr, das bisher vom 1. Oktober bis 30. September eines jeden Jahres lief, ist durch Beschuß einer Außerordentlichen Generalversammlung am 26. August 1983 auf das Kalenderjahr umgestellt worden. Die am 1. Oktober 1982 begonnene Rechnungsperiode 1982/83 wurde demgemäß am 31. Dezember 1983 abgeschlossen.

Das Geschäft unserer Bank konnte auch im vergangenen Jahr weiter gefestigt und ausgebaut werden. Das Bilanzvolumen erhöhte sich von 503 Mrd. Ifrs (24,2 Mrd. DM) um 9,6% auf 551 Mrd. Ifrs (26,5 Mrd. DM), wobei die Zunahme allerdings zum überwiegenden Teil auf die Veränderung des US-Dollar-Kurses zurückzuführen ist.

Die Aufgabenstellung der Bank hat sich nicht verändert. Im Rahmen unserer Ergänzungsfunktion zum Geschäft des Mutterhauses werden im wesentlichen folgende Aktivitäten wahrgenommen:

- die Bereitstellung von Eurokrediten,
- die Beschaffung von Finanzierungsmitteln zu international konkurrenzfähigen Konditionen,
- der Handel mit Eurodepositen im Interbankenmarkt,
- der Wertpapierhandel sowie der Vertrieb von Goldzertifikaten.

Im Privatkundengeschäft ist die Bank nicht direkt tätig; sie hält einen Anteil von 25% an der Banque de Luxembourg S.A. und ist damit in der Lage, Privatkunden bei ihren Vermögensdispositionen in Luxemburg zu unterstützen.

Die wesentlichen Merkmale der Bilanz sind in einem erhöhten Anteil des Kreditgeschäfts und einer Optimierung der Geldversorgung durch die Begebung von Anleihen in Verbindung mit Swap-Vereinbarungen zu sehen. Die Gewinn- und Verlustrechnung 1982/83 war – auch auf der Basis eines Geschäftsjahres von zwölf Monaten – durch ein nochmals verbessertes Betriebsergebnis gekennzeichnet, das die Bank wiederum für eine umfassende Vorsorge gegen internationale Kreditrisiken einsetzte.

Die im Berichtsjahr eingetretene Geschäftsausweitung vollzog sich erneut im Kreditsektor. Nach einem Zuwachs um 16,1% erreichte das gesamte Kreditvolumen einen Stand von 459 Mrd. Ifrs (22,1 Mrd. DM); sein Anteil am Aktivgeschäft vergrößerte sich auf 83%. Ausschlaggebend für diese Entwicklung waren verstärkte Kreditgewährungen an Banken. Die Inanspruchnahmen von Kunden haben sich dagegen im kurzfristigen Bereich – stichtagsbedingt – leicht ermäßigt. Mit 262 Mrd. Ifrs (12,6 Mrd. DM) nehmen die Kun-

denforderungen dennoch weiterhin den wichtigsten Rang innerhalb des Kreditbestandes ein. Knapp die Hälfte hiervon entfällt auf Ausleihungen mit Laufzeiten von vier Jahren und länger.

Das internationale Konsortialkreditgeschäft wurde angesichts der bekannten Risikosituation unverändert selektiv und zurückhaltend wahrgenommen: hierbei widmeten wir uns im wesentlichen der Finanzierung von deutschen Exporten und in zunehmendem Maße Projektfinanzierungen. An Umschuldungs- und „fresh money“-Krediten beteiligten wir uns im Interesse einer Stabilisierung der internationalen Finanzmärkte.

Eine wichtige Sparte in unserem Aktivgeschäft ist seit je der Handel mit Euro-Depositen im Interbankenmarkt. Allgemein war im abgelaufenen Jahr eine geringere Arbitragetätigkeit der am Markt beteiligten Banken festzustellen. Diesem Trend entsprechend wurde das Volumen der Geldanlagen bei Banken um etwa ein Viertel auf 64 Mrd. Ifrs (3,1 Mrd. DM) zurückgeführt.

Die Position „Wertpapiere“ – in der Bilanz mit 9,9 Mrd. Ifrs (479 Mio. DM) ausgewiesen – setzt sich zu etwa gleichen Teilen aus Schuldverschreibungen, vor allem solchen von öffentlichen Emittenten, und dem zur Deckung unserer Goldzertifikate unterhaltenen Edelmetallbestand zusammen.

Das Beteiligungsportfolio hat sich nicht nennenswert verändert. Es besteht hauptsächlich aus dem 25%-Anteil an der Banque de Luxembourg S.A. (Kapital: 650 Mio. Ifrs). Diese Bank kann auch in 1983 wieder über einen erfolgreichen Geschäftsverlauf berichten.

Die „Sonstigen Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten“ enthalten ebenso wie die Gegenposition auf der Passivseite zum Bilanzstichtag gerechnete Zinsabgrenzungen. In Anpassung an eine neue Formvorschrift für die Bilanzveröffentlichung sind in diesen Positionen die Durchlaufenden Kredite (Treuhandschäfte) in Höhe von 2,5 Mrd. Ifrs (119 Mio. DM) ausgewiesen worden.

Im Passivgeschäft kommt noch deutlicher als im vorangegangenen Jahr unser geschäftspolitisches Ziel zum Ausdruck, durch Aufnahme von langfristigen

Geldern das Beschaffungsrisiko für roll-over-Kredite einzugrenzen. Aus der Begebung von drei weiteren Anleihen (über Deutsche Bank Finance N.V., Curaçao) mit der Garantie unserer Bank im Gesamtbetrag von 410 Mio. US-Dollar und der Emission von zwei Notes-Anleihen über insgesamt 300 Mio. Schweizer Franken haben wir langfristige und – in Verbindung mit Zinsausgleichsvereinbarungen – zinsvariable Mittel zu günstigen Sätzen erhalten. Ferner wurde im Mai 1983 eine Optionsanleihe im Gesamtvolumen von rund 510 Mio. DM emittiert. Die Anleihe war in eine DM- und eine US-Dollar-Tranche aufgeteilt.

Innerhalb des Einlagenbestandes gewannen – wie geschildert – die längerfristig zur Verfügung stehenden Gelder an Bedeutung. Mit Laufzeiten von vier Jahren und länger sind die Schuldverschreibungen ausgestattet, deren Bilanzausweis sich auf 27,6 Mrd. Ifrs (1,3 Mrd. DM) mehr als verdoppelte. Die Kundeneinlagen haben dagegen abgenommen und unterschreiten die im Vorjahr erreichte 40-Mrd.-Ifrs-(2-Mrd.-DM-)Grenze. Die in dieser Position erfaßten Lieferverbindlichkeiten aus plazierten Gold-Namenszertifikaten beliefen sich auf einen Gegenwert von 4,8 Mrd. Ifrs (231 Mio. DM) gegenüber 2,9 Mrd. Ifrs (138 Mio. DM) am 30. 9. 1982.

Aufgrund der zeitlich ungleichen Geschäftsjahre ist die Gewinn- und Verlustrechnung 1982/83 mit der des Vorjahres in der im Anschluß an diesen Bericht wiedergegebenen Darstellung nicht vergleichbar. Der rechnerisch für einen Zeitraum von zwölf Monaten ermittelte Betriebsgewinn 1982/83 bestätigt die weiterhin befriedigende Entwicklung der Erfolgsrechnung. Das gegenüber den Vorjahren nochmals erhöhte Ergebnis wurde insbesondere durch die günstigere Gestaltung der Geldbeschaffungskosten positiv beeinflußt. Die Bank konnte aufgrund dessen erneut eine umfassende Risikovorsorge vornehmen, um der nochmals gewachsenen Risikointensität des internationalen Kreditgeschäfts mit besonderer Vorsicht Rechnung zu tragen, wobei wir konzerneinheitliche Risikoquoten in Ansatz brachten. Die Bilanz schließt mit einem ausgeglichenen Ergebnis.

Auf eine Stärkung der Offenen Rücklagen konnte auch in diesem Jahr verzichtet werden, da die Eigenkapitaldeckung stets in ausreichendem Maße vorhanden war. Der in Luxemburg vorgeschriebene Kapitalkoeffizient bezieht dabei unter bestimmten Voraussetzungen auch nachrangige Darlehen ein. Grundkapital und Offene Rücklagen betragen zum Jahresende 1983 8.256 Mio. Ifrs (397 Mio. DM).

Am 31. 12. 1983 waren 67 Mitarbeiter in unserem Hause tätig. Für ihren Einsatz im Berichtsjahr sprechen wir ihnen Dank und Anerkennung aus.

Herr Hans-Otto Thierbach ist zum 31. 12. 1983 aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden, nachdem er diesem Gremium seit dessen Konstituierung angehört hat. Der Verwaltungsrat dankt ihm für sein Wirken.

Luxemburg, den 10. April 1984

DER VERWALTUNGSRAT

Bericht des Prüfungskommissars an die Ordentliche Generalversammlung vom 16. April 1984

Das bisher jeweils am 30. 9. eines Jahres endende Geschäftsjahr der Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg ist durch Beschuß einer Außerordentlichen Generalversammlung am 26. 8. 1983 auf das Kalenderjahr umgestellt worden. Die Rechnungsperiode 1982/83 umfaßt demgemäß den Zeitraum vom 1. 10. 1982 bis zum 31. 12. 1983.

Im abgelaufenen Geschäftsjahr habe ich mein Aufsichts- und Prüfungsrecht über die gesamte Tätigkeit der Gesellschaft ausgeübt. Den mir vom Verwaltungsrat der Gesellschaft überreichten Geschäftsabschluß zum 31. 12. 1983 habe ich gemäß Artikel 25 und 29 der Satzung von der FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG prüfen lassen.

Auf der Grundlage des von der Prüfungsgesellschaft erhaltenen Berichtes stelle ich fest, daß der Geschäftsabschluß unter Beachtung der gesetzlichen Vorschriften aus den Büchern der Gesellschaft entwickelt wurde; die Vermögenslage sowie das Geschäftsergebnis zum 31. 12. 1983 wurden in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsgemäßer Rechnungslegung dargestellt.

Ich schlage daher vor, der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. 12. 1983 in der vorgelegten Form zuzustimmen.

Luxemburg, den 10. April 1984

DER PRÜFUNGSKOMMISSAR

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Aktiva

	Francs	Francs	30. 9. 1982 in 1000 LF
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand, Postscheckguthaben, Guthaben bei Zentralbanken	836.314.632		199.474
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	<u>28.145.968.166</u>	28.982.282.798	48.187.729
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		229.833.726.530	166.871.981
Wechsel		2.618.135.748	722.335
Forderungen an Kunden		261.645.689.652	264.162.159
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	3.728.135.192		4.610.208
andere festverzinsliche Wertpapiere	1.425.372.104		2.299.740
andere Wertpapiere	<u>4.796.201.413</u>	9.949.708.709	2.873.867
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten		17.530.888.667	9.783.815
Anlagevermögen			
Beteiligungen		216.481.072	214.659
Grundstücke und Gebäude:			
Anschaffungswert	78.293.500		78.294
% Abschreibungen	<u>4.392.745</u>		1.255
Betriebs- und Geschäftsausstattung		73.900.755	77.039
		12.848.704	14.539
		<hr/> <hr/> <hr/>	550.863.662.635
		<hr/> <hr/> <hr/>	502.641.031

Bilanz zum 31. Dezember 1983

Passiva

	Francs	Francs	30. 9. 1982 in 1000 LF
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		170.620.639.082	190.289.862
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		260.093.684.045	216.202.301
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	30.593.109.874		21.640.278
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	<u>7.234.512.196</u>		<u>18.985.988</u>
Schuldverschreibungen		37.827.622.070	40.626.266
Sonstige Verbindlichkeiten		27.579.335.700	12.467.000
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		1.862.222	3.910
		14.097.565.661	11.858.802
Bedingtes Fremdkapital			
Nachrangige Darlehen		9.051.049.600	8.188.000
Eigene Mittel			
Grundkapital	2.850.000.000		2.850.000
Gesetzliche Rücklage	285.000.000		285.000
Sonderrücklage	1.165.000.000		1.165.000
Freie Rücklage	<u>3.956.000.000</u>		<u>3.956.000</u>
Rückstellungen und Wertberichtigungen		8.256.000.000	8.256.000
		23.335.904.255	14.748.890
		<u>550.863.662.635</u>	<u>502.641.031</u>
Bilanzvermerke			
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)	44.452.094.764		61.247.338
Verbindlichkeiten aus Bürgschaften	57.851.382.163		29.874.143

Gewinn- und Verlustrechnung

für die Zeit vom 1. Oktober 1982 bis 31. Dezember 1983
 (Vergleich: 1. Oktober 1981 bis 30. September 1982)

	Francs	Francs	30. 9. 1982 in 1000 LF
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		46.763.565.581	53.393.312
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	158.840.353		106.994
Steuern und steuerähnliche Abgaben	162.967.656		691.051
Schaufwand für das Bankgeschäft	<u>66.916.143</u>		54.585
		388.724.152	852.630
Rückstellungen und Wertberichtigungen		8.997.992.837	7.205.236
Abschreibungen		7.894.768	4.911
Sonstige Aufwendungen		191.687.166	160.849
		<u>56.349.864.504</u>	<u>61.616.938</u>
Erträge			
Zinsen und Provisionen		52.827.341.981	57.043.053
Sonstige Erträge		3.112.970.659	4.398.115
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		409.551.864	—
Außerordentliche Erträge		—	175.770
		<u>56.349.864.504</u>	<u>61.616.938</u>

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on April 16, 1984 for the Business Year 1982/83

International liquidity problems successfully contained so far

Developments on the Euromarkets continued to be influenced by widespread balance of payments and debt servicing problems during the reporting year. In addition to some E. European states, nearly all Latin American countries and a number of African countries are now suffering from the international debt crisis. The dynamic Asian-Pacific region of the Third World – with the important exception of the Philippines – remained gratifyingly stable.

At the beginning of 1984 about 40 countries with balance of payments difficulties had agreed or applied for rescheduling; bank credits were affected in 34 cases. The rescheduling countries accounted for a good 50% of the external liabilities of all non-industrial countries totalling a good US\$ 850 bn.

Thanks to flexible cooperation among the governments and central banks, the International Monetary Fund (IMF) and the commercial banks, it has so far proved possible to contain new liquidity problems that have arisen for major debtor countries without disruptive repercussions on the international financial system as a whole. In the first ten months of 1983 the banks concluded formal rescheduling and refinancing agreements covering more than US\$ 60 bn. In the reporting year they also granted ten rescheduling countries – all of which, with one exception, were newly-industrializing or developing countries in Latin America – longer-term new credits amounting to US\$ 14 bn. For the two largest debtor countries, Brazil and Mexico, there was already a "second round" in which a further US\$ 6.5 bn. and US\$ 3.8 bn. in "fresh money" was agreed.

The International Monetary Fund plays the leading role in securing the financing and the economic policy conditions needed to underpin the essential process of consolidation. In 1983 it provided developing countries in a weak balance of payments situation with new loan commitments amounting to SDR 10.5 bn. (= US\$ 11 bn.) under stand-by and extended arrangements. It was of decisive importance for the attitude of

the market that the continued supply of funds to the IMF was assured in time towards the end of the year through an increase in quotas, the enlargement of the General Arrangements to Borrow (GAB) and through a special credit from the central banks of Western countries and Saudi Arabia.

The process of adjustment has got under way in almost all the rescheduling countries with the aid of the IMF's stabilization programmes, and in some cases progress has been considerable. Mexico, for example, registered a current account surplus of roughly US\$ 5 bn. in 1983 after a deficit of US\$ 3 bn. in the previous year, while Brazil was able to halve its current account deficit to US\$ 8 bn.

Further progress towards the target of restoring the debtor countries' creditworthiness in the free market will depend largely on both their own efforts and the international economic environment. Spreading from the U.S.A., the growing strength of the world economy has basically improved the chances of achieving the necessary increase in the debtor countries' export revenues. There has, however, not yet been any noticeable alleviation as regards the high level of dollar interest rates.

It is generally agreed that, even under relatively favourable world economic conditions, it will still be a long time before the international debt problems are finally overcome. Continuing along the chosen path of adjustment and financing, this common task can only be achieved with a minimum of disruption if there is continued close and responsible cooperation between debtor countries, banks and public lenders at both national and international level.

Restraint in international banking business

The external assets of the banks in Europe, North America and Japan, and of the offshore offices of the US banks, totalled US\$ 1,707 bn. (including interbank lending) at the end of September 1983, according to reports of the Bank for International Settlements (BIS). Adjusted for exchange rate movements, that repre-

sents expansion of only 5.3% compared with the end of September 1982, after 17.4% in the preceding twelve-month period.

These figures reflect the restraint with which the banks reacted – to varying degrees in different regions – to the aggravated risk situation on the markets. Overall, European banks increased their foreign commitments by less than average and restricted themselves largely to export financing. The German banks in particular (including their foreign subsidiaries) held back in international lending business in view of the impending requirements relating to consolidated balance sheets. By contrast, the Japanese banks raised their external assets by 16%, while the American banks recorded growth of close on 10%. A large proportion of this increase stems from the transfer of lending by the offshore offices of American banks to the International Banking Facilities whose volume expanded by approximately 25% between September 1982 and September 1983.

Liquidity supply maintained

Given the lower growth rates in international credit business, there was only a small increase in Euromarket funding requirements. The banks exercised restraint in interbank business; greater distinctions were made between individual addresses. Nevertheless, the supply of liquidity to the market was maintained; there were, however, structural changes in the sources of funds.

With their oil revenues continuing to decline, the OPEC states reduced their bank deposits by 15%, adjusted for exchange rate movements, in the twelve months up to the end of September 1983. Their share in market funding only came to 7% and was therefore down by roughly half from the end of 1980. The US banks withdrew an eleven-digit US dollar amount from the Euromarket on balance from spring 1983, after having contributed substantial liquidity in each of the preceding three years. These deposits were gradually replaced by funds of investors from industrial

countries and more recently also by deposits of non-oil-exporting developing countries which were beginning to build up their diminished reserves.

There were no significant shifts in weight among the main Eurocurrencies. The US dollar continued to play the biggest role. At the end of September 1983 its share in the foreign currency deposits of the banks which report to the BIS was, as a year earlier, approximately 78%; the D-Mark again accounted for 9% and the Swiss franc for 5%.

Divided Eurocredit market

At US\$ 74 bn. the volume of medium and long-term Eurocredits granted in 1983 was nearly one quarter lower than the pre-year figure. At the same time the funds provided through international bond issues rose 2% to US\$ 77 bn. So in the reporting year – for the first time since 1977 – more funds were mobilized via the international capital market than via the Eurocredit market.

Floating rate notes (FRNs) in particular were preferred by borrowers to Eurocredits, as their terms and conditions are usually more favourable. Investment in FRNs is interesting for the banks, as they are marketable paper which produces a higher yield than pure money market transactions. In addition, international banks themselves also issued more FRNs to improve the structure of their own funding in the year under review.

On the Eurocredit market, roughly 20% of new lending in 1983 consisted of "involuntary" credits provided as part of rescheduling packages. In the regular section of the market there was brisk competition for good addresses. Debtors from industrial countries were in particularly strong demand. Borrowing by this group of countries fell to US\$ 42 bn. in 1983, a drop of 24% compared with the previous year; their market share remained unchanged at 58%. Weaker credit demand – *inter alia* for balance of payments financing in Europe – also contributed to this development, besides the growing shift of new borrowing to the Euro-capital market.

The non-OPEC developing countries, which received credit of US\$ 24 bn. in 1983, maintained their one-third share of the market. If, however, the "fresh money" supplied to rescheduling countries, amounting to close on US\$ 14 bn., is excluded, the share of this group of countries in regular market funds was less than one fifth. The bulk of the "voluntary" credits to developing countries went to the Asian-Pacific region, a relatively stable growth area. S. Korea and Malaysia, for example, were still able to obtain large credits on the markets.

The centrally planned economies again had difficulty gaining access to the market in 1983; their share in the funds provided as Eurocredits was US\$ 1 bn. These countries frequently resorted to bilateral credit agreements – in most cases strictly trade-linked. Hungary and Czechoslovakia were the only countries to take up syndicated Eurocredits.

Spreads down towards year-end

The average spread on all longer-term Eurocredits concluded between January and October 1983 was, at 1.22%, appreciably higher than the corresponding figure for the whole of 1982 (0.76%); the individual spreads ranged from over 2% for new credits to Third World countries in need of support down to 3%, and less in isolated cases, for lending to borrowers from among the industrial countries. From autumn 1983 the level of terms and conditions came under pressure. Concessions to rescheduling countries on spreads and stiffer competition in the narrower market for highly rated addresses contributed to this. The average maturity of new Eurocredits shortened from almost 8 years in 1982 to close on 7 years in 1983.

Euromarket interest rates high

The downtrend in Eurodollar interest rates which started in the middle of 1982 flattened out in the reporting year; after reaching its lowest point for 1983 at

8.6% in May, the rate for three-month deposits rose with fluctuations to approximately 10% in December. Three-month rates for Euro-D-Marks followed a similar pattern at a lower level, climbing to approximately 6% by the end of the year. Euromarket rates for Swiss francs on the other hand moved up initially – to a good 5% by mid-year – and then eased up to December 1983 to close on 4%.

Dollar remained strong

The situation on the foreign exchange markets during the reporting period was characterized by pronounced exchange rate movements. Backed by a rapid economic recovery, low inflation rates and persistently high interest rates in the U.S.A., but also by political and psychological factors, the US dollar continued to strengthen in relation to the European currencies in 1983. Against the D-Mark the US currency reached its highest value for ten years at DM 2.77 in the middle of December. Although the German fundamentals were favourable on the whole, the D-Mark also lost ground vis-à-vis the Canadian dollar, the Japanese yen and the Swiss franc during the reporting year.

In the European Monetary System (EMS) the bilateral central rates for the D-Mark were raised by an average of 5.5% on March 21, 1983. The market rates for the D-Mark within the EMS rose from late summer and at the end of 1983 they were on average 4.7% higher than a year earlier.

Luxembourg still the Euro-D-Mark centre

In view of the aggravated risk situation in international business, the expansion of lending at the financial centre of Luxembourg also remained modest. Between the end of September 1982 and the end of September 1983 the banks based here raised their external assets in foreign currency by 5% – calculated at constant exchange rates – to a good US\$ 86 bn. They

were therefore able to maintain their share of approximately 10% in overall European business in foreign currency and stay in third place behind London and Paris. At the end of 1983, 114 banks were operating in Luxembourg (end of 1982: 115).

Luxembourg can still be described as the Euro-D-Mark centre. A good 50% of the centre's total banking sector assets is accounted for by 30 German banks. The D-Mark plays a disproportionately large part in both assets and liabilities-side business. While approximately 11% of all foreign currency claims registered in statistics throughout the world at mid-1983 was denominated in D-Marks, the figure in the Grand Duchy was a good 42%. The corresponding ratios on the liabilities side were 9% and close on 31%.

The US dollar's market share at mid-1983 was approximately 40% in lending and close on 53% in funding in Luxembourg, compared with a good 75% and 78% respectively worldwide.

Development of our bank's business

The financial year, which in the past ran from October 1 to September 30 of each year, was changed to coincide with the calendar year by resolution of an Extraordinary General Meeting on August 26, 1983. The 1982/83 accounting period which commenced on October 1, 1982 therefore ended on December 31, 1983.

The business of our bank was further strengthened and expanded again in the past year. The balance sheet total rose by 9.6% from LF 503 bn. (DM 24.2 bn.) to LF 551 bn. (DM 26.5 bn.), the growth, however, being largely attributable to the change in the US dollar exchange rate.

The bank's objective has not changed. In our role of supplementing the parent bank's business we conduct the following activities:

- providing Eurocredits,
- arranging financing at internationally competitive terms and conditions,
- dealing in Eurodeposits in the interbank market,
- trading in securities and selling gold certificates.

The bank does not engage directly in retail banking; it has a 25% interest in Banque de Luxembourg S.A. and is hence in a position to assist private customers in their financial affairs in Luxembourg.

The main features of the balance sheet are the higher proportion of credit business and the optimal funding through the flotation of bonds linked with swap agreements. The 1982/83 profit and loss account was characterized by an again higher operating result – also on the basis of a twelve-month financial year – which the bank used as in earlier years to make comprehensive provision for risks in international lending.

The expansion in business during the reporting year was once again in the credit sector. Following growth of 16.1%, total lending reached a volume of LF 459 bn. (DM 22.1 bn.); its share in assets-side business rose to 83%. Increased lending to banks was the main factor behind this development. Customers' availment of facilities, on the other hand, contracted slightly in the short-term sector – owing to the cutoff date. But at LF 262 bn. (DM 12.6 bn.) claims on customers ("Other advances") are still the major item in the overall credit portfolio. Close on half of this consists of advances with lifetimes of four years or more.

In view of the familiar risk situation we continued to operate selectively and with restraint in international syndicated credit business: we devoted ourselves mainly to the financing of German exports and, on a growing scale, to project financings. We participated in rescheduling and fresh money loans to help stabilize the international financial markets.

Dealing in Eurodeposits in the interbank market has always been an important area of our assets-side business. On the whole it was observed that the banks in the market engaged in less arbitrage in the past year. In line with this trend the volume of deposits with banks was reduced by roughly one quarter to LF 64 bn. (DM 3.1 bn.).

The item "Securities" – shown in the balance sheet at LF 9.9 bn. (DM 479 m.) – consists of almost equal amounts of debt instruments, especially of state and municipal issuers, and of precious metal held as cover for our gold certificates.

There has been no noteworthy change in the portfolio of investments in subsidiaries. It consists mainly of the 25% holding in Banque de Luxembourg S.A. (capital: LF 650 m.). This bank can report successful business again in 1983.

The item "Miscellaneous", like the corresponding item on the liabilities side, includes interest due and owing, calculated up to balance sheet date. The fiduciary accounts (trust transactions), amounting to LF 2.5 bn. (DM 119 m.), have been shown under this item in line with a new regulation for published balance sheets.

Liabilities-side business reflects even more clearly than in the previous year our business-policy aim of limiting the funding risk for roll-over credits by taking up funds at long term. We obtained long-term and – by combination with interest equalization agreements – floating-rate funds at favourable rates from the flotation of three more bonds (via Deutsche Bank Finance N.V., Curaçao) guaranteed by our bank totalling US\$ 410 m. and two notes issues for, together, SF 300 m. In addition, a bond with subscription rights was floated for a total amount of approximately DM 510 m. in May 1983. The issue was divided into a D-Mark tranche and a US dollar tranche.

The proportion of deposits available for a longer term rose, as outlined. The debt instruments which are shown at more than double the previous figure at LF 27.6 bn. (DM 1.3 bn.) had lifetimes of four years or more. Customers' deposits, on the other hand, decreased and fell below the LF 40 bn. (DM 2 bn.) mark reached in the preceding year. Delivery commitments

from registered gold certificates outstanding amounted to the equivalent of LF 4.8 bn (DM 231 m.) compared with LF 2.9 bn. (DM 138 m.) on 30. 9. 1982.

Owing to the different duration of the two financial years, the 1982/83 profit and loss account and the account for the previous year which appear at the end of this Report are not comparable. The 1982/83 operating profit, calculated for a period of twelve months, confirms that the profit and loss account continued to develop satisfactorily. The result, which showed a further increase over the preceding years, was positively influenced in particular by the more favourable costs achieved for funding. Consequently, the bank was again able to make comprehensive provision for risks, in order to take especially cautious account of the greater risk intensity of international lending business; here we applied the risk quotients used throughout the Group. The balance sheet shows a balanced result.

This year we again did not need to strengthen the disclosed reserves, as adequate equity capital cover was always available. On certain conditions the capital ratio prescribed in Luxembourg also includes junior-ranking loans. Capital and disclosed reserves amounted to LF 8,256 m. (DM 397 m.) as of the end of 1983.

On 31. 12. 1983 our bank employed 67 people. We would like to thank them for their hard work in the year under review.

Mr. Hans-Otto Thierbach resigned from the Board of Directors as of 31. 12. 1983, after having been a Member since the Board was formed. The Board of Directors wishes to thank him for his work.

Luxembourg, April 10, 1984

THE BOARD OF DIRECTORS

Auditor's Report to the Ordinary General Meeting on April 16, 1984

By resolution of the Extraordinary General Meeting of Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg held on August 26, 1983, the financial year of the bank, which hitherto ended on September 30 of each year, was changed to coincide with the calendar year. Consequently, the 1982/83 financial year comprises the period from October 1, 1982 until December 31, 1983.

During the past financial year, I have exercised my right to supervise and examine all the activities of Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg. I have had the statement of accounts per December 31, 1983, as submitted to me by the Board of Directors,

audited by the FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG in accordance with Articles 25 and 29 of the Articles of Association.

On the basis of the report received from the auditing company, I have found that the statement of accounts has been compiled from the company's books in compliance with legal requirements; the financial situation and operating result per December 31, 1983 have been presented in accordance with generally recognized principles of orderly accounting.

I therefore propose that the Balance Sheet and Profit and Loss Account per December 31, 1983 be approved in the form submitted.

Luxembourg, April 10, 1984

THE AUDITOR

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Assets

	Francs	Francs	30/9/1982 in 1000 LF
Current Assets			
Liquid assets:			
cash, postal cheque account, central banks	836,314,632		199,474
balances with banks, payable on demand or for periods up to 1 month	<u>28,145,968,166</u>	28,982,282,798	48,187,729
Balances with banks for periods of more than 1 month		229,833,726,530	166,871,981
Bills discounted		2,618,135,748	722,335
Other advances		261,645,689,652	264,162,159
Securities:			
foreign state and municipal securities	3,728,135,192		4,610,208
other interest-bearing securities	1,425,372,104		2,299,740
other securities	<u>4,796,201,413</u>		2,873,867
Miscellaneous		9,949,708,709	9,783,815
Fixed Assets			
Investments in subsidiaries		216,481,072	214,659
Real estate:			
at cost	78,293,500		78,294
less depreciation	<u>4,392,745</u>		1,255
Furniture and equipment		73,900,755	77,039
		12,848,704	14,539
		<u>550,863,662,635</u>	<u>502,641,031</u>

Balance Sheet December 31, 1983

			Liabilities
	Francs	Francs	30/9/1982 in 1000 LF
Current Liabilities			
Liabilities to banks, payable on demand or for periods up to 1 month		170,620,639,082	190,289,862
Liabilities to banks for periods of more than 1 month		260,093,684,045	216,202,301
Deposits and current accounts:			
payable on demand or for periods up to 1 month	30,593,109,874		21,640,278
for periods of more than 1 month	<u>7,234,512,196</u>		18,985,988
Debt instruments		37,827,622,070	40,626,266
Sundry creditors		27,579,335,700	12,467,000
Miscellaneous		1,862,222	3,910
		14,097,565,661	11,858,802
Loan capital			
Subordinated loan		9,051,049,600	8,188,000
Capital and Reserves			
Capital	2,850,000,000		2,850,000
Legal reserve	285,000,000		285,000
Special reserves	1,165,000,000		1,165,000
Free reserve	<u>3,956,000,000</u>		3,956,000
		8,256,000,000	8,256,000
Provisions for contingencies and depreciation		23,335,904,255	14,748,890
		550,863,662,635	502,641,031
Contingent Accounts			
Commitments		44,452,094,764	61,247,338
Contingent liabilities from guarantees		57,851,382,163	29,874,143

Profit and Loss Account

for the period from October 1, 1982 to December 31, 1983
 (in comparison to October 1, 1981 to September 30, 1982)

	Francs	Francs	30/9/1982 in 1000 LF
Expenditure			
Interest and commissions		46,763,565,581	53,393,312
General expenses:			
salaries and wages	158,840,353		106,994
taxes and other contributions	162,967,656		691,051
other operating expenses	<u>66,916,143</u>		54,585
		388,724,152	852,630
Provisions for contingencies		8,997,992,837	7,205,236
Depreciations		7,894,768	4,911
Other expenses		191,687,166	160,849
		56,349,864,504	61,616,938
Revenue			
Interest and commissions		52,827,341,981	57,043,053
Other income		3,112,970,659	4,398,115
Release of provisions for contingencies and depreciation		409,551,864	—
Extraordinary income		—	175,770
		56,349,864,504	61,616,938

